

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

**AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2007**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2008**  
**(RHÔNE-ALPES)**  
NOR : *ASET0850266M*  
IDCC : 2614

La commission paritaire régionale qui s'est réunie les 13 décembre et 19 décembre 2007 pour négocier les barèmes annuels des salaires minima des ETAM et des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Rhône-Alpes a convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour l'année civile 2008, la valeur des minima annuels des positions de la classification des employés, techniciens et agents de maîtrise, des entreprises de travaux publics des 8 départements de la région Rhône-Alpes, figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 2006, est fixée de la façon suivante :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
A	17 000
B	18 390
C	19 961

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
D	21 764
E	24 617
F	27 141
G	29 644
H	30 635

Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut être inférieure au SMIC déterminé conformément aux dispositions du code du travail.

## Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

*(En euros.)*

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
F	31 212
G	34 091
H	35 230

## Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

## Article 4

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, auprès de la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Villeurbanne, le 19 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes ;  
Fédération Rhône-Alpes des SCOP BTP.

### **Syndicats de salariés :**

FO BTP Rhône-Alpes ;  
CFE-CGC BTP Rhône-Alpes.